

Source	<i>Annales. Histoire, Sciences Sociales</i>
Date	février 2013
Signé par	Jérôme HEURTAUX

Composé d'une vingtaine d'articles de formats et de statuts divers, cet ouvrage est une contribution importante à la connaissance des élites dans les sociétés communistes d'Europe centrale et orientale, qui s'inscrit dans le renouveau historiographique porté par l'histoire sociale du communisme. Il affronte courageusement un objet que celle-ci a délaissé au profit d'une histoire politique par trop focalisée soit sur les mécanismes de répression des élites, soit sur la seule question de la nomenklatura.

Le pari de Nicolas Bauquet et François Bocholier est de montrer qu'il est possible d'étudier le fait élitaire sans sacrifier au schème totalitaire. Le champ couvert par les contributeurs s'en fait d'ailleurs l'écho. Le titre de l'ouvrage ne reflète pas le périmètre temporel retenu : pour la plupart historiens, les auteurs adoptent une perspective large qui les amène à proposer un récit synthétique de l'histoire des élites depuis le XIXe siècle. Et les élites étudiées ne sont pas seulement politiques : élites économiques, culturelles, religieuses et autres élites minoritaires (aristocraties marginalisées, minorités juives, Hongrois de Roumanie) font l'objet de plusieurs chapitres.

C'est le sens du vaste texte de synthèse des deux coordinateurs de l'ouvrage qui introduit le livre. L'étude des élites peut être un analyseur heuristique des systèmes de domination communiste, à condition d'éviter tout exceptionnalisme méthodologique et de dépasser les frontières temporelles entre régimes. C'est paradoxalement par ce retour au passé que l'on peut prendre la mesure de l'ampleur des bouleversements introduits par l'émergence des régimes communistes à l'Est : la destruction des élites aristocratiques et l'extermination des élites juives n'ont pas été compensées par la promotion de bourgeoisies modernisatrices, elles aussi délibérément marginalisées. C'est donc un monde sans élite qui se met en place et qui va devoir produire ses propres catégories dirigeantes, même si certains segments de l'ancienne élite parviendront à survivre et s'adapter.

Organisé autour d'un plan chronologique, cet ouvrage entend décrire, d'une part, la composition de cette nouvelle élite et, d'autre part, les évolutions qui la traversent au cours de la période communiste. La première partie porte essentiellement sur la période stalinienne et insiste sur les processus de marginalisation des anciennes élites (aristocrates hongrois, personnel politique et prélats uniates en Roumanie, intelligentsia polonaise. . .) et de promotion de nouvelles élites, avec les exemples de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En Pologne, Dariusz Jarosz montre comment l'installation d'une « politique des cadres » à partir de 1948 a reposé sur la définition de privilèges et la possibilité de promotions rapides. En Tchécoslovaquie, Antoine Marès insiste sur la variabilité de la « politique des cadres », dans le temps, dans son contenu et ses modalités, dans un pays plus acquis au communisme que son voisin. Dans un beau texte sur les trajectoires des élites juives en Hongrie, Victor Karady décrypte les mécanismes par lesquels le communisme a pu représenter, dans les milieux juifs, une idéologie souhaitable, dans un contexte de crise du modèle assimilationniste hongrois.

La deuxième partie analyse certaines des évolutions qui touchent les mécanismes de sélection des élites dans la période post-stalinienne, en particulier les logiques de reproduction des élites communistes. Outre de montrer le caractère hétérogène de ce

phénomène, qui s'appuie par exemple, concernant le noyau dirigeant roumain, sur la promotion de critères ethniques, l'un des grands intérêts de cette partie est de proposer des regards obliques, notamment à travers les changements apportés aux cérémonies d'anniversaire du 1er mai en Tchécoslovaquie (Roman Krakovsky) ou les stratégies résidentielles des élites polonaises à Varsovie (Lydia Coudroy de Lille), qui sont d'intéressants analyseurs des dynamiques élitaires dans les pays de l'Est. On peut toutefois regretter l'absence de chapitre examinant la promotion du capital culturel comme critère de reproduction sociale des élites au cours des années 1960 et 1970.

La troisième partie, sur la période post-communiste, est la moins aboutie du livre. Il y est fait peu de cas du champ d'études des élites postcommunistes pourtant foisonnant. Si les articles sont tous très informés et intéressants, un seul chapitre centré uniquement sur la Hongrie propose une synthèse des connaissances sur les transformations élitaires (Ignác Romsics). Et la place donnée à des groupes minoritaires (élites juives, francs-maçons par exemple) aurait gagné à être justifiée. On ne s'explique pas non plus l'absence de travaux de sociologie politique des changements de régime à l'Est, dans un ouvrage qui revendique la pluridisciplinarité.

Si les élites sont, comme l'affirment les directeurs d'ouvrage, des révélateurs du fonctionnement et de l'évolution des « démocraties populaires », l'ouvrage est d'une certaine façon un bon révélateur de la façon dont les sciences sociales se sont (peu) saisies de cet objet fuyant et en partie insaisissable. L'un des intérêts du livre est de montrer la forte plasticité d'une notion dont chaque auteur propose sa propre acception. Sont par exemple considérés comme « élites » des groupes sociaux pourtant marginalisés par les nouveaux pouvoirs communistes, à l'instar des aristocraties. Par contraste, Sandrine Kott s'efforce de construire l'objet « élites » en se demandant comment saisir un phénomène social ignoré par le discours officiel mais bien présent. Elle dessine les contours de ce « groupe caché » en décrivant la « politique des cadres », élaborant un questionnement précis qu'on aurait aimé voir appliquer à d'autres cas nationaux (p. 169). Prenant le contre-pied des études qui présupposent l'efficacité de la « politique des cadres » et la loyauté politique des élites communistes, elle montre les contradictions d'une telle politique qui bute sur des limites techniques, des pratiques clientélistes et qui s'efforce, par des moyens divers et non coordonnés, de produire des mécanismes de loyauté qui ne vont pas de soi.

L'histoire des élites est aussi une histoire éclatée, pour laquelle une synthèse semble aujourd'hui encore difficile, voire impossible. Le projet de désenclavement revendiqué par les directeurs de l'ouvrage contraste avec l'absence d'études systématiques et comparatives sur cet objet qui reste encore investi – certains articles à tonalité dénonciatrice en portent la trace – de passions politiques. La spécificité de certaines trajectoires nationales y est bien décrite, mais quid de l'unité relative des transformations élitaires dans l'ensemble du bloc ? Quelles différences, aussi, avec des trajectoires élitaires dans d'autres contextes autoritaires ? Il n'est pas sûr que cet ouvrage important jouera le rôle de défricheur qu'il aurait pu incarner si la recherche sur les élites s'était développée depuis : si l'on en croit les changements dans l'historiographie du communisme est-européen, il clôt prématurément plus qu'il n'inaugure une recherche qui reste encore à mener. C'est sans aucun doute un des nombreux mérites de cet ouvrage qui ne manque pas de qualités : il nous fait prendre conscience que l'Europe communiste et post-communiste est encore un terrain d'enquête légitime et que notre connaissance des personnels dirigeants dans les démocraties populaires reste bien sommaire.